



La dernière trahison de la cause palestinienne

Par [Robert Bibeau](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2012

25 janvier 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Compliquée la cause palestinienne ?

Salim, assis dans la première rangée face au conférencier, s'appliquait à noter les billevesées de cet « expert » ayant commis six gros volumes sur le « conflit israélo-arabe » (sic). Plus Salim écoutait et cherchait à comprendre les méandres de la pensée étriquée de l'invité, moins il comprenait. Soudain, Salim bondit et applaudit l'universitaire ébaubi, non pas pour ce qu'il avait dit mais parce qu'il avait enfin fini ! Pourtant, la question palestinienne n'est pas si compliquée pour qui ne s'évertue pas à l'embrouiller ? Nous allons le démontrer immédiatement en rompant avec l'abjection du « mainstream » médiatique et du conditionnement populaire.

Le peuple palestinien partage une langue, une religion, une histoire, un patrimoine, une culture, un territoire commun qu'il aménage pour en tirer sa subsistance. Ce peuple est assujéti à une administration commune (malgré ses déficiences) et il est mu par un vouloir-vivre collectif. C'est ce qui définit une nation. Depuis la fin de l'empire ottoman et aujourd'hui sous la colonisation israélienne, la nation palestinienne subit l'oppression nationale. L'oppression nationale résulte d'une série de contraintes politiques qui pèsent sur un peuple l'empêchant de se constituer en État-nation démocratique bourgeois, empêchant aussi la bourgeoisie nationale d'accaparer l'usufruit de l'exploitation des richesses naturelles, d'exploiter le marché national et de confisquer à son profit la plus-value produite par la classe ouvrière nationale. On ne peut donc séparer l'oppression nationale de la question du pouvoir de l'État bourgeois. L'État, quand il est perçu comme l'émanation légitime d'une communauté nationale, met à l'abri et protège sa bourgeoisie qui en fait son instrument privilégié d'oppression et d'exploitation des autres classes et sections de classes de la nation. Mais voilà, il n'y a pas d'État national démocratique bourgeois palestinien et c'est la raison pour laquelle il y a lutte de libération nationale palestinienne. Mais la classe ouvrière doit-elle prendre le leadership de cette lutte et la mener à terme ?

Que réclame le peuple palestinien ?

Le docteur Qumsiyeh du groupe Résistance populaire résume ainsi les revendications du peuple palestinien : « Nous, Palestiniens, demandons et luttons pour notre droit au retour et l'autodétermination. Nous appelons à un État démocratique pluraliste, pour les populations de toute religion, dans notre patrie historique de Palestine. Nous appelons à l'égalité et à la justice. » (1). Qu'y a-t-il à ajouter à ce bref exposé ?

La première trahison de la cause palestinienne (1948)

Il y a d'un côté un peuple patient, tolérant, vivant depuis très longtemps sur cette terre qui

est la sienne devenue entretemps un vaste bague à ciel ouvert constitué :

a) de villes emmurées, surpeuplées, encombrées de désœuvrés ;

b) d'une ville sainte saccagée, expropriée et judaïsée ;

c) de champs clairsemés de potagers, d'oliveraies et d'arbres fruitiers où les colons-occupants-mercenaires agressent les paysans palestiniens vaquant à leurs activités.

Il y a d'un côté un peuple possédant tous les droits sur cette terre qu'on lui a spolié en 1947-48, au vu et au su de la « communauté internationale » caution et complice de l'expropriation illégale et témoin de la Nakba, la grande catastrophe où 800 000 réfugiés palestiniens effarés erraient sur les chemins éventrés du Proche-Orient enflammé. C'est que les soldats des gouvernements arabes fantoches leur conseillèrent d'abandonner leur foyer, une erreur et une complicité. – Ce fut la première trahison de la cause palestinienne.

Depuis, le Conseil de sécurité de l'ONU et sa « communauté internationale » bidon sont témoins silencieux du crime de génocide. Arracher un peuple à sa terre nourricière et le contraindre à vivre pendant 64 ans en tant que réfugié entassé dans des camps de misère et de dépravation sociale, dispersé dans les pays limitrophes (Liban, Syrie, Jordanie, Égypte, etc.) ; massacrer cadres, politiciens, dirigeants, professionnels et intellectuels de ce peuple martyr (Sabra et Chatila étant l'exemple le plus terrifiant), c'est commettre un génocide envers ce peuple colonisé, asservi, affamé, assoiffé de justice et d'eau, un bien si précieux dans ces contrées.

La lutte de libération nationale du peuple palestinien est très ardue car ce petit peuple pauvre (1 500 \$ USD par habitant) – d'à peine 12 millions d'individus, comprenant 6,6 millions de réfugiés et d'expatriés et 5,4 millions de résidents sur l'ensemble des terres occupées – est confronté aux puissances impérialistes occidentales et à l'impérialisme israélien qui l'oppriment et oppriment également le peuple israélien – Israël est le pays des plus grands écarts de revenus entre les travailleurs et les riches tout comme aux États-Unis – (2).

Israël, une colonie de peuplement et d'occupants

De l'autre côté de la barricade symbolique et inextricablement entremêlé aux autochtones palestiniens, vous retrouvez un conglomérat d'individus sans droit, sans foi ni loi et sans légitimité ; des gens provenant de nombreux pays – majoritairement occidentaux – de nationalités différentes, de langues multiples, de cultures hétérogènes, d'histoires et de religions diverses – sépharades judaïques ou musulmans, chrétiens, falashas éthiopiens, prétendument judaïsés, totalement ségrégués, ashkénazes judaïques pratiquants et non pratiquants, des gens parfois athées ou agnostiques mais se disant 'juifs' (!), chrétiens orthodoxes (russes réfugiés économiques), catholiques dissimulés ou repentants, tous expatriés de leur pays d'origine et transplantés sur cette terre étrangère, tous devenus des occupants, des colons-mercenaires, chair à canon pour la bourgeoisie israélienne dépravée (3). Ce « Melting pot », cet amalgame hétéroclite de populations d'origines variées ne constitue ni une race ni une ethnie ni une nation 'juive' tout comme il n'existe pas de race, d'ethnie ou de nation chrétienne ou musulmane.

Ne nous y trompons pas, comme le souligne l'historien israélien Shlomo Sand, il n'y a pas eu en l'an 70 après Jésus-Christ de transfert ou d'exode du peuple araméen de la province

romaine de Palestine vers des terres inhospitalières (4). Tous ces prétendus 'revenants' vers leur soi-disant «Terre promise » inscrite dans le livre sacré dicté par Yahvé – la Torah ou Ancien testament – sont des arnaqueurs ou des arnaqués, des malfaisants ou des hystériques religieux, ou encore des réfugiés économiques transplantés là et usurpant les droits de la nation palestinienne par la volonté des impérialistes britanniques avec l'appui de la France et de l'Allemagne et avec le soutien américain par la suite.

La nation israélienne opprimée et oppressive

Le problème se complique du fait que dans cette colonie de peuplement, la population exogène et ethnocentrique s'est peu à peu dotée d'une langue (l'hébreu), d'une religion (hébraïque que plusieurs ne connaissaient pas ou ne pratiquaient plus), d'une culture (israélienne), d'institutions et de lois communes ; d'une économie exogène et d'un vouloir-vivre collectif. Ils forment aujourd'hui la nation israélienne oppressive régie par l'État théocratique, raciste et sioniste israélien, administrant les esclaves salariés et les mercenaires militaires au service des impérialistes occidentaux. Le peuple palestinien doit aujourd'hui composer avec cette réalité qui lui a été imposée par les puissances occidentales.

Le peuple israélien embrigadé est aliéné de ses propres intérêts par un endoctrinement raciste, religieux et moral belliciste. Le peuple israélien intoxiqué est un peuple névrosé, un peuple paria de la communauté des peuples, vivant dans la peur continue d'être attaqué, souffrant d'une mentalité d'assiégé, enfermé derrière des murs qu'il érige tout autour de ses prisonniers palestiniens, s'emprisonnant lui-même au demeurant. La bourgeoisie israélienne est suicidaire – s'isolant sur cette terre exigüe, serrant amoureusement ses 100 ou 200 ogives nucléaires apocalyptiques – croyant ainsi se prémunir contre les arabes qui l'entourent, ces « arabes » qu'elle a appris à détester et à mépriser et qui la haïssent en retour.

Depuis 1947, la bourgeoisie israélienne s'est crue toute-puissante – suite à l'inique résolution 181 adoptée par l'ONU, partageant illégalement la Palestine historique en trois zones ethno-religieuses – ce qui contrevenait à la charte de l'organisme :

- 1) une zone réservée aux arabes ;
- 2) une autre réservée aux immigrants improprement appelés 'juifs' ;
- 3) et la troisième zone formée par la ville de Jérusalem, ville ouverte et multi-religieuse, qui devait être administrée par l'ONU (5).

En 1948, la bourgeoisie de ce camp retranché s'illusionna sur sa puissance, si grande qu'elle ne pouvait être ni vaincue ni chassée de ces terres spoliées, croyait-elle. Leurs chefs de guerre, qui la dupaient, accréditaient cette fiction et avaient mission de ne rien céder – de ne rien négocier – avec le peuple araméen d'origine, converti au judaïsme, puis au christianisme, puis à l'islam, devenu arabe et ensuite palestinien et qui habitait ces lieux bien avant eux. Tous les pourparlers, toutes les discussions, toutes les négociations, qui furent initiés, implorés, quémandés, accordés, engagés, avortés, ou signés ne furent que fraudes et duperies conclues chaque fois à l'avantage de la partie israélienne arrogante et plus puissante (6).

En 1947-1948, l'empire britannique a créé le monstre israélien avec le soutien de l'empire

français, la passivité de l'Union Soviétique et de l'impérialisme états-unien, encore très timoré et pas du tout sous l'emprise du « lobby juif » (sic). Le « mainstream » médiatique occidental fit croire à l'invincibilité des généraux israéliens et à la destinée manifeste de ce 'peuple-en-devenir' sur ce sol « sacré » que le dieu d'Israël – agent immobilier avant l'heure – leur aurait concédé sur cette terre spoliée (7).

La deuxième trahison de la cause palestinienne (1967)

Au début, les États-Unis étaient si peu portés vers ces gueux entassés sur cette étroite bande de terrain et coincés parmi les nations arabes du Levant qu'en 1956, lorsque les troupes israéliennes envahirent le Canal de Suez sur ordre des Britanniques, ils leur ordonnèrent de se retirer prestement. Ce n'est qu'en 1967 – lors de la guerre des 'six-jours', deuxième guerre de conquête israélienne et deuxième trahison de la cause palestinienne – que les États-Unis, impressionnés par cette agressive attaque militaire, prirent le relais de l'impérialisme britannique en déclin et firent de l'État soi-disant 'juif' leur base militaire, leur base navale et leur centre de subversion pour toute la région.

La troisième trahison de la cause palestinienne (1988)

Au sommet d'Alger en 1988, la plupart des leaders des organisations de la 'résistance' membre de l'OLP adoptèrent la résolution pilotée par Yasser Arafat reconnaissant la résolution 181 de l'ONU et de ce fait l'État colonial israélien. Aucun de ces dirigeants n'était pourtant mandaté pour renoncer à 78 % des terres palestiniennes et aucun n'a consulté ses commettants pour entériner cette résolution honteuse. Ce fut la troisième trahison de la cause palestinienne. Les organisations de résistance Hamas et Jihad islamique, non membres de l'OLP, furent mises sur pied en opposition à cette trahison (8).

La quatrième trahison de la cause palestinienne (1995)

Au cours des années 1993-1995, l'OLP mena des pourparlers secrets avec l'occupant colonisateur israélien, pourparlers connus sous le nom d'accords d'Oslo qui seront finalement contresignés à Washington en septembre 1995 en présence de Bill Clinton. Ces accords, jamais entérinés par le peuple palestinien, créèrent l'Autorité palestinienne fantôme – sans autorité – délogée du contrôle de l'OLP et chargée d'administrer le peuple palestinien prisonnier, dispersé dans quelques villes emmurées. L'Autorité palestinienne était chargée d'assurer la sécurité des colonies israéliennes déjà érigées ou en construction en Cisjordanie, à Jérusalem Est et à Gaza et d'assurer la sécurité de la construction du Mur de séparation en érection. Les accords d'Oslo répudiaient la résistance armée et abandonnaient la revendication pour le recouvrement de Jérusalem, capitale de l'État palestinien (en effet, un petit village en banlieue de Jérusalem devait être rebaptisé du nom de Jérusalem et servir de capitale de l'État croupion palestinien des bureaux administratifs de l'Autorité y furent érigés). Ce fut la quatrième trahison de la cause palestinienne (9).

La base militaire américano-israélienne

La société israélienne est une société militarisée où les hommes d'état sont issus soit de l'armée soit des sectes fondamentalistes judaïques. Jusqu'à l'année 2000 environ, tout allait bien pour ce quasi 51e État de l'Union. L'intégration complète de l'économie israélienne à celle de son protecteur américain alors prospère et puissant, l'armement de pointe fourni et les aides généreuses accordées (au moins 3 milliards de dollars par année) lui assuraient de pouvoir mener les missions militaires qu'on lui assignait.

Israël joue un rôle spécifique parmi les bases militaires américaines à l'étranger. Il développe certaines armes sophistiquées (drones notamment et armes de destruction massive) qu'il expérimente sur les populations arabes. Il développe des méthodes de contre-insurrection urbaine et de contre-espionnage. Il perfectionne des appareils d'espionnage et de sécurité pour les aéroports notamment. Il espionne et brade aux plus offrants ces informations grappillées de ci de là (aux chinois et aux russes parfois). Il mène des activités de subversion, entraînent les mercenaires et les paramilitaires qui portent la civilisation occidentale jusqu'aux confins de l'Asie, de l'Amérique Latine et de l'Afrique. Il assure la formation et l'approvisionnement en armes des troupes de pays que les gouvernements occidentaux ne peuvent légalement fréquenter (Contras, Guatemala, Kurdistan irakien, Iran, Talibans, chrétiens du Soudan, etc.). Israël mène des offensives militaires et bombarde les pays voisins impunément sans se préoccuper du droit international. Israël fait tout ce que l'on attend d'une base militaire américaine polyvalente implantée au milieu d'une région pétrolière stratégique hostile.

Israël est aussi une plaque tournante pour le trafic de la drogue des pays du Moyen-Orient vers l'Europe et un centre mondial de blanchiment de l'argent sale que l'on mêle au capital bancaire et industriel pour le remettre en circulation dans les circuits boursiers. Israël est un centre de prostitution, de commerce des femmes et de trafic d'organes entre l'Amérique du sud et l'Europe notamment. Bref, Israël est comme une usine à fric pour les boursicoteurs états-uniens et européens. Voilà pourquoi ces capitalistes estiment Israël et le soutiennent jusqu'à présent.

Le vent tourne (2000)

Jusqu'en l'an 2000 du moins, année où l'État paria de la 'communauté internationale' se fit bouter hors du Liban par une bande de partisans persévérants. En 2006, une autre tentative d'invasion du Liban se solda par un échec cuisant pour la 4^e armée la plus 'puissante' du monde aux ordres de l'impérialisme américain. Nous attestons ici que c'est Israël qui est au service de l'Amérique et non l'inverse car de tout temps un lilliputien n'a jamais commandé à un géant. Une nation de 7,7 millions d'habitants générant 219 milliards \$ de chiffre d'affaires annuel ne commande pas à un surpuissant de 308 millions d'habitants et générant 15 000 milliards \$ de PIB par année (même lourdement endetté - 1 800 milliards de dollars de créances envers les chinois et autant envers les japonais ce qui n'a pas empêché le Congrès d'accorder 700 milliards de dollars d'exemption d'impôts aux milliardaires pour la seule année 2010) (10).

Depuis l'an 2000 Israël - État surarmé - n'a plus gagné de guerres contre ses voisins. L'armée israélienne se confine aujourd'hui à des contrats foireux et à des coups de mains crasseux et déshonorants comme d'assassiner un agent double devant les écrans à Dubaï ; briser les os d'adolescents turbulents ; tirer dans les yeux des enfants manifestants ; faire exploser un physicien iranien parmi les passants à Téhéran ; prendre d'assaut un bateau de pacifistes désarmés ; enterrer vivants de jeunes terrassiers dans les tunnels de la survie ; tuer des manifestants en Cisjordanie ; bombarder au phosphore blanc une population désarmée assiégée sur une bande côtière isolée ; emprisonner des femmes enceintes et leurs enfants de trois ans... torturer des prisonniers isolés, et autres exploits militaires du même acabit. L'armée israélienne est une armée déconfitée, dégénérée, immorale et démoralisée.

« Lobby juif »

Il y a trois ans nous affirmions qu'un jour viendrait où le poids de l'enclume israélienne attachée au cou de l'Amérique souveraine serait trop lourd pour le bénéfice obtenu de cette base militaire lointaine, ruineuse et indisciplinée, située de plus dans une région de moins en moins stratégique compte tenu de l'épuisement des réserves pétrolières et du déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique. Nous dûmes affronter le tollé des «conspirationnistes» agités, et d'une armada de groupies entichés du 'lobby juif', qui nous gratifièrent des serments d'éternelle fidélité du 44e Président américain à la dernière foire de l'AIPAC, oubliant simplement que l'éternité d'un Président états-unien a une durée s'étendant entre quatre et huit ans. Négligeant également le fait que chaque jour les politiciens disent une chose et en font une autre (11).

Il y a trois ans un seul obscur sénateur américain s'était timidement indigné que les États-Unis donnent tant d'argent à Tsahal alors que de nombreux américains souffraient de la faim. À l'élection suivante il perdit son mandat. Aujourd'hui, Ron Paul mène campagne pour l'investiture Républicaine et propose de fermer les bases militaires à l'étranger et de laisser Israël se débrouiller avec ses calamités...et il n'est pas le seul à psalmodier...comme le monde a changé ! Il y a maintenant des sénateurs américains qui appellent à la révolte populaire (12).

Redéploiement stratégique vers le Pacifique (2012)

La puissance de tutelle d'Israël – les États-Unis d'Amérique – est en faillite. Aucun 'lobby juif' ni aucun lobby israélien n'y peut rien. Les jours de la base militaire israélienne au Levant sont comptés depuis l'instant où Barack Obama a risqué de perdre sa secrétaire au mois d'août dernier – faute de pouvoir la payer – il admit alors qu'il n'avait plus les moyens de payer la secrétaire de Benjamin Netanyahu. Il est futile pour les intégristes sionistes de tenter d'assassiner Barack Obama. Le prochain président américain devra gérer la même banqueroute économique et couper drastiquement dans les aides à la plus grande et à la plus coûteuse de leur base militaire étrangère (13).

Les puissances impérialistes occidentales sont sur leur déclin et confrontent la nouvelle puissance économique chinoise. La position stratégique de l'entité sioniste – Israël –est de moins en moins intéressante (14). La crise de la dette souveraine oblige les pays occidentaux à restreindre leurs dépenses et à revoir leurs priorités. L'attaque américano-israélienne contre l'Iran – si elle a lieu – pourrait être la dernière grande opération de subversion américaine dans cette région.

Nous observons présentement une situation cocasse où le Président Obama a annoncé au Pentagone des coupures dans les budgets militaires, et des intellectuels de 'gauche' courroucés protestent et publient des études « prouvant » qu'il n'en fera rien (15). Pour une fois qu'Obama ne ment pas, la faillite économique de l'Amérique est réelle et les créanciers – notamment chinois – ne sont plus disposés à financer son armement débridé (la moitié des dépenses militaires de la planète se font aux États-Unis). Cette annonce d'Obama n'est que la première émission d'un feuilleton qui est à suivre.

Dans les années qui viennent l'entité sioniste aura probablement pour tâche de maintenir des activités de harcèlement subversif sur le théâtre militaire secondaire du Proche-Orient, le temps que les réserves d'hydrocarbures s'épuisent définitivement. Les politiciens démagogues israéliens et les politiciens traitres palestiniens ont encore quelques années

pour en arriver à un compromis de survie.

La nation palestinienne opprimée et flouée

Afin de faire reconnaître ses droits le peuple palestinien s'est doté d'un grand nombre d'organisations politiques. L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) fondée à Jérusalem en 1964 constitue une sorte de fédération regroupant plusieurs groupes politiques bourgeois et petit-bourgeois dont le parti dominant est le Fatah de feu Yasser Arafat (16). Le Fatah représente une portion importante de la bourgeoisie compradore palestinienne, classe qui serait prête à tous les compromis avec les colonisateurs-impérialistes israéliens pour obtenir l'État fantoche de leur rêve où les affaires pourraient reprendre dans la résignation et le calme, derrière les barbelés, les murs de séparation, les check points et les incursions des services de sécurité palestiniens – assurant la protection des colons-mercenaires israéliens – les seuls services de sécurité autorisés à porter et utiliser des armes légères – oubliez les armes lourdes tels les hélicoptères que l'occupant ne consentira jamais à leur prêter.

Un ou deux états (2006) ?

La dernière lubie des groupes occidentaux de solidarité est de débattre à propos de la création par les palestiniens et les israéliens de deux ou d'un seul État sur le sol de la Palestine mandataire (17). Le peuple palestinien se moque totalement de ce débat surréaliste d'intellectuel. L'important ce n'est pas la quantité – un ou deux États – mais la qualité de l'État à constituer. Il existe déjà un État sioniste, superstructure gouvernementale de l'impérialisme israélien, gestionnaire des affaires de ce camp militaire retranché au service de l'Occident et de son glacis de colonies en terre palestinienne.

Il est entendu que la classe capitaliste israélienne n'a aucun intérêt à fusionner son État privilégié avec l'éventuel État croupion palestinien si la bourgeoisie compradore palestinienne ne renonce pas au droit de retour, droit reconnu notamment par la résolution onusienne 194. Les palestiniens obtiendraient ainsi la majorité absolue des électeurs à l'élection inaugurale de la nouvelle constitution de l'État unifié (18). Selon la règle d'or du droit démocratique bourgeois (un citoyen = un vote) deux millions de réfugiés des camps et de la diaspora qui reviennent sur leur terre et les 5,7 millions de 'réservistes-juifs' deviennent minoritaires sur cette terre mortifère vis-à-vis plus de 7 millions de palestiniens majoritaires (le cinquième de la population d'Israël est palestinienne). Tous comprendront que jamais la bourgeoisie israélienne ne se laissera dépouiller du contrôle de son appareil d'État et de ses dividendes par ce jeu démocratique.

Un État impérialiste unique, englobant les nations palestinienne et israélienne, est pour cette raison absolument utopique. Pour la classe bourgeoise israélienne, la seule option envisageable est la création d'un État fantoche – un bantoustan palestinien – inféodé à l'État impérialiste israélien. Ils construiront des «sweat shops» en périphérie des enclaves palestiniennes où la population autochtone, esclave salarié, aura le loisir de ruiner sa santé pour des salaires de misère. Une partie de la population arabe locale aura vocation de mettre en valeur les terres agricoles des agriculteurs israéliens. La bourgeoisie palestinienne pourra profiter de divers monopoles de distribution et de commerce, être actionnaire des «sweat shops» qu'elle opérera elle-même pour le bénéfice des impérialistes israéliens, Tout cela est déjà commencé...(19).

La bourgeoisie palestinienne conservera l'exclusivité de la gestion de l'appareil étatique

croupion, de la distribution des prébendes gouvernementales et des dons de la communauté internationale Elle assurera la sécurité des colonies sionistes implantées au milieu des bantoustans palestiniens morcelés.

Les intellectuels occidentaux qui s'agitent présentement pour la promotion de la 'solution' à un seul État doivent comprendre que jamais ni les États-Unis ni la bourgeoisie impérialiste israélienne n'accepteront que la plus grande base militaire américaine à l'étranger, où reposent entre 100 et 200 ogives nucléaires, ne soit sous contrôle d'une administration palestinienne abouchée à l'ennemi russe. Ces intellectuels s'excitent et s'agitent inutilement et profèrent des chimères superfétatoires.

La classe ouvrière palestinienne

La classe ouvrière palestinienne n'a jamais pris le leadership de la lutte de libération nationale palestinienne en laissant la direction à différentes factions de la bourgeoisie compradore et de la petite bourgeoisie professionnelle organisées en parti et groupes clientélistes. La classe bourgeoise et ses segments petits bourgeois (marchands, professionnels, bureaucrates, services de sécurité, intellectuels) sont des classes vacillantes, peu fiables, toujours prêtes aux compromis et aux arrangements de coulisse au nom du pragmatisme et de la préséance de leurs intérêts égoïstes de classe. Ce qui varie d'une faction à une autre et d'un clan tribal à un autre c'est le prix du compromis avec l'occupant.

Heureusement aucune de ces trahisons n'a fait l'objet d'un référendum populaire auprès de la population palestinienne si bien que, si demain une organisation ouvrière révolutionnaire répudiait toutes ces compromissions, elle serait en droit de le faire. Mais la question est de savoir quel serait l'intérêt de la classe ouvrière de se sacrifier pour mener la lutte de libération nationale bourgeoise afin de porter au pouvoir exclusif sa bourgeoisie nationale exploiteuse ?

Le Fatah

Ceux du Fatah sont déjà en affaires, ils sont pratiquement les seuls qui – s'ils étaient trop exigeants – pourraient perdre prébendes, commissions, contrats de construction, de distribution, d'approvisionnement, d'import-export, de services ainsi que le monopole sur la vente de certains produits dans les bantoustans palestiniens (comme de vendre du ciment pour la construction du Mur de séparation). Ceux du Fatah ont tout à gagner de s'accommoder avec la puissance de tutelle – Israël. Ce sont eux qui font pression sur leur maître israélien en le menaçant de faire « reconnaître » leur État fantôme à l'ONU – où les États-Unis tapis au Conseil de sécurité mettront bientôt fin à ces finasseries – alors que l'UNESCO vient d'accepter dans ses rangs le premier État inexistant. Le tout serait risible s'il ne s'agissait d'humilier un peuple qui n'a rien demandé et à qui on a rien demandé.

Mahmoud Abbas, vieux et las des pourparlers futiles et inutiles avec les sionistes, est prêt à s'accommoder de très peu pourvu que ses enfants puissent conserver leur monopole dans les télécommunications et autre secteurs d'affaires compradores.

Le Hamas

Le Hamas longtemps intransigeant – À sa création en 1987 il réclamait la Palestine de 1947, tout le territoire de la Palestine du Jourdain à la Méditerranée – a assoupli ses positions

dernièrement et leur leader Khaled Mechaal, réfugié à Damas, a laissé entendre que la Palestine de 1967 pourrait leur convenir. Ismaïl Haniyeh, leader du Hamas à Gaza a exprimé des réticences face à ce compromis (20).

Depuis quelques jours Ismaïl Haniyeh – l’homme le plus pourchassé par Israël – a obtenu la permission de ses geôliers israéliens de quitter le bagne de Gaza sans être embêté muni d’un passe VIP (!) et de visiter les capitales arabes afin de valider ses appuis pour une éventuelle candidature à la tête du Hamas. Pour vérifier également ses appuis s’il faisait obstacle au rapprochement et à la collaboration avec le Fatah. En effet, l’accord de gouvernement conjoint Fatah-Hamas négocié par Khaled Mechaal pourrait permettre au service de sécurité de Mahmoud Abbas de s’emparer du contrôle de la bande de Gaza et Haniyeh, bien installé au pouvoir à Gaza, ne laissera pas cette éventualité survenir.

C’est que l’État-major israélien ne voit pas d’un bon œil ce rapprochement des deux factions palestiniennes non plus que la prise de contrôle de Gaza par Mahmoud Abbas, ce qui soumettrait Israël aux pressions européennes et américaines pour en arriver enfin à un accord et permettre la création de l’État croupion palestinien que les sionistes souhaitent retarder tant qu’ils n’auront pas en poche la renonciation formelle au droit de retour.

La dernière trahison de la cause palestinienne (2012)

Si le Fatah et les factions membres de l’OLP prostrée ont déjà fait leur nid au pied du lit de Netanyahu, si le Fatah est déjà prêt à signer le traité de la dernière trahison et à renoncer au droit de retour des réfugiés des camps sacrifiés, le Hamas ne peut s’y résigner, observé qu’il se sait par le Jihad Islamique qui n’attend que cette compromission pour recruter les partisans outrés. Le Jihad Islamique a déjà commencé à pêcher en eau trouble à Gaza, en Cisjordanie et dans les camps de réfugiés, promettant de ne jamais céder ce droit d’ainesse sans un plat de lentilles très consistant. Pendant ce temps, le peuple palestinien désemparé, épuisé, affamé, assoiffé, ne sait plus à quel saint se vouer.

Il ne faut pas oublier qu’une nouvelle génération de palestiniens est née et a vécu à Gaza sous les bombes, en Cisjordanie sous les balles et les assassinats, à Jérusalem sous les expulsions et dans les camps sous l’exclusion ; ces quelque 45 % de la population palestinienne qui n’a pas encore 16 ans ne sait rien de ces magouillages qui se passent loin de ses ruelles étroites, insalubres et menacées.

Ceux-là n’ont pas de temps à perdre à discuter à propos de la « feuille de route » et de l’éternel « processus de paix » sous les bombes, la colonisation, les meurtres, les arrestations et les emprisonnements (11 000 prisonniers – Israël a presque terminé de récupérer le nombre de prisonniers libérés lors de l’échange du soldat sioniste Shalit). Ceux-là ne tire aucun profit de l’industrie de la négociation et des pourparlers sempiternelles qui ne peuvent pas, qui ne doivent pas aboutir tant que les palestiniens n’auront pas renoncé à tous leurs droits ‘inaliénables’, y compris au droit de retour.

Les différentes factions de la bourgeoisie palestinienne tentent bien de distraire la jeunesse en lui offrant des jouets électroniques et en lui proposant la culture dégénérée d’Occident mais bien malin qui saurait prévoir la réaction de cette jeunesse amère et désœuvrée le jour de l’annonce de la dernière trahison de la cause palestinienne.

À force de compromis il ne reste plus qu’un seul droit à abandonner aux sionistes, c’est pourquoi les ‘amis des associations de solidarités’ des factions palestiniennes en lutte pour

le contrôle du futur État croupion compradore font pression sur leurs gouvernements en Occident et sur les potentats israéliens pour qu'ils lâchent enfin le morceau et accordent à l'alliance Fatah-Hamas l'opportunité d'administrer les bantoustans palestiniens affublés ridiculement du nom d'État palestinien libéré. Le professeur Finkelstein est en tournée canadienne pour la promotion du bantoustan palestinien (21).

Le règlement de la lutte de la libération nationale palestinienne

S'il est vrai qu'ils n'ont jamais embarqué dans les galères romaines pour un exode autour de la Méditerranée, les Palestiniens ne se doutent pas dans quelle galère on cherche aujourd'hui à les embarquer. Qu'ils s'y refusent, qu'ils restent au quai, leur patience sera un jour récompensée.

Depuis le Moyen-âge et la création des royaumes chrétiens d'Orient par les moines soldats catholiques, les peuples arabes ont l'expérience de faire face aux envahisseurs occupants avec prudence, patience et persévérance. Il leur a suffi de 196 années pour chasser le dernier croisé et s'emparer de Saint-Jean d'Acre, le dernier royaume chrétien occupant. Le présent royaume judaïque d'Orient imposé par l'Occident n'a que 64 ans, ils ont le temps (22).

Notes

(1) Dr Qumsiyeh - Popular Resistance. 16.01.2012.
http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=11669

(2) Population palestinienne.
<http://www.populationdata.net/index2.php?option=pays&pid=163>

(3) Sépharades, Ashkénazes et Falashas <http://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9farade>
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Ashk%C3%A9naze>
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Falashas>

(4) Shlomo Sand (2010).
http://www.dailymotion.com/video/x7okoe_peuple-juif-invent-shlomo-sand_news

(5) Que l'ONU n'administrera jamais car le gouvernement israélien ne le lui a pas permis.
<http://amoralite-natale.voila.net/acouv.htm>

(6) Khaled Meshaal 2.10.2010. « Dans la science de la stratégie et de la gestion des conflits, la négociation est une extension de la guerre et une forme de gestion de la guerre. Ce que vous obtenez à la table des négociations est un produit de votre position sur le terrain, et un résultat de l'équilibre des forces sur le terrain. Si sur le terrain vous êtes vaincus, vous serez certainement défaits aussi aux négociations. ». http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9459&var_recherche=+hamas

(7) Khaled Meshaal 2.10.2010. « La situation relative au conflit avec l'occupation israélienne est différente, car c'est le cas d'un corps étranger à la région, qui est venu de l'extérieur et s'est imposé sur une terre et un peuple, a chassé ce peuple de sa terre et l'a remplacé par une diaspora d'immigrants du monde entier. (...) Nous refusons la reconnaissance tant au sens juridique que pragmatique. Il y a une différence entre dire qu'il y a un ennemi appelé Israël d'un côté, et reconnaître sa légitimité de l'autre ; le premier postulat n'est pas réellement une reconnaissance. En bref, nous refusons de reconnaître la

légitimité de l'occupation et le vol de la terre. Pour nous, ce principe est clair et définitif. »
http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9459&var_recherche=+hamas

(8) Mohamed Al-Rantissi. Survivre à Gaza. Koutoubia Éditeur. Paris. 2009.

(9) Nous vous offrons le plus grand Yerushalayim de l'histoire juive. 24.01.2011.
<http://www.silviacattori.net/article1498.html>. Pierre-Yves Salingue, Robert Bibeau
19.01.2006. Aux amis du Monde diplomatique.
<http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article2126&lang=fr>

(10) <http://fr.wikipedia.org/wiki/Isra%C3%AB> et
<http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tats-Unis>

(11) Robert Bibeau. Le lobby pro-israélien vacille-t-il ? 21.03.2009.
<http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito21-3-2009.html>
Le lobby israélien à Washington. 16.12.2010.
<http://www.michelcollon.info/Le-lobby-israelien-a-Washington.html?lang=fr>
Grandeur et déchéance des « conspirationnistes » 25.05.2011.
<http://www.centpapiers.com/grandeurs-et-decheances-des-%c2%ab-conspirationnistes-%c2%bb/7127>

(12) Écoutez le sénateur du Vermont outré que 1% des riches américains aient accaparés 80 % des hausses de revenus depuis 2001, et que 1 % des riches empochent 23,5 % des revenus totaux aux USA
<http://www.youtube.com/watch?v=pSD7rDdbgA4&feature=share>

(13) Menace de mort contre Obama.
<http://www.haaretz.com/news/international/uproar-after-jewish-american-newspaper-publisher-suggests-israel-assassinate-barack-obama-1.408429>

(14) Le sionisme est une idéologie raciste, national-socialiste avant l'heure, promue par Théodore Herzl, un journaliste hongrois peu influent dans les milieux bourgeois jusqu'à ce que le gouvernement britannique et Lord Balfour l'accrédite en 1917 (Déclaration Balfour)
http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_Balfour_de_1917

(15) Manlio Dinucci. Les USA tournent la page vers de nouvelles guerres. 7.1.2012.
<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28526>

(16) <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/territoires-olp>

(17) Un État palestinien mais lequel ? Dominique Vidal.14.09.2011.
<http://www.michelcollon.info/Un-Etat-palestinien-mais-lequel.html>

(18) Ce serait la première constitution pour les Israéliens puisque l'État d'Israël après 64 ans n'a toujours pas de constitution. Rezeq Faraj. Palestine : Le refus de disparaître. Pleine lune. 2002.

(19) Des Palestiniens ont investis pour 2,5 milliards de dollars dans les colonies et en Israël en 2010. 22.11.2011. <http://www.silviacattori.net/article2430.html>

(20) Vivian Petit. 17.01.2011. « Les dirigeants du Fatah répètent que le Hamas n'a pas compris l'objet de la réconciliation : la constitution d'un « gouvernement technocratique »

ayant pour tâche de gérer les territoires palestiniens et leur population, dans l'attente de jours meilleurs, et non la constitution politique d'un « gouvernement d'union nationale » (...) Si les inconvénients de cette division paraissent évidents d'un point de vue institutionnel, ils n'empêchent cependant pas un certain nombre de convergences dans les oppositions à l'occupant israélien. ». http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Vivian_Petit.170112.htm et Le Hamas à la croisée des chemins de la résistance. 1.03.2010. <http://www.robertbibeau.ca/palestine/hamas.doc> et Robert Bibeau. 2.12.2010. Où va la résistance palestinienne ? <http://www.legrandsoir.info/OU-VA-LA-RESISTANCE-PALESTINIENNE.html>

(21) Norman Finkelstein. Janvier 2012. <http://www.cjpmo.org/DisplayDocument.aspx?DocumentID=2073&SaveMode=0>

(22) <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=25068>
<http://www.ism-france.org/analyses/Echec-consomme-des-pourparlers-directs-article-14718>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Robert Bibeau](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Robert Bibeau](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca